



Assises nationales de la précarité dans l'ESR du 30 mars 2022

## **Pourquoi des assises nationales de la précarité dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche ?**

Les conséquences de la loi LRU et l'austérité budgétaire imposée depuis plus de 10 ans ont notamment été relevées par la Cour des comptes dans son rapport de septembre 2020. On pouvait y lire que 39,2 % de l'emploi contractuel de la Fonction publique d'État se situe dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, sans compter des dizaines de milliers d'agents vacataires. Le gouvernement d'Emmanuel Macron a élargi les possibilités de recours à l'emploi contractuel dans la Fonction publique à travers la loi de transformation de la Fonction publique puis dans l'ESR par la loi de programmation de la recherche. Depuis plus de 10 ans sous couvert d'« autonomie » des établissements, les politiques d'austérité budgétaire et de développement d'appels à projet favorisent l'emploi non titulaire et la précarité des agents. Durant ce quinquennat, marqué par une augmentation conséquente des effectifs étudiants dans les établissements publics d'enseignement supérieur, les effectifs d'enseignants fonctionnaires ont diminué asphyxiant toujours plus les établissements. Les obligations de service d'enseignement des fonctionnaires représentent maintenant moins de la moitié des heures dispensées dans les formations. Cette situation participe au déclin de la recherche française et a des conséquences néfastes pour les étudiants. Elle doit être questionnée dans le cadre de la campagne présidentielle pour ses conséquences immédiates et sur l'avenir de notre pays.

Les assises de la précarité dans l'ESR, ouvertes à toutes et tous, et notamment aux personnels non-titulaires des établissements, contractuel·les et vacataires, seront l'occasion de dresser collectivement un état des lieux de la précarisation de l'ESR et de son caractère toujours plus systémique, d'entendre les difficultés rencontrées localement au quotidien par les collègues non-titulaires et de réfléchir ensemble aux moyens d'y répondre et d'y faire écho par des actions adaptées aux contextes locaux et national.